

La position juridique de l'Union européenne lors de la 69e session de la COPUOS.

VOURIOT Louise

CEDIRE - Stagiaire

Assistante de direction

coordination.cedire@fdnu.fr



Réuni à Vienne du 10 au 18 juin 2026, le COPUOS tente de moderniser un droit spatial, remontant au Traité de l'espace de 1967, pour s'adapter aux nouvelles dynamiques internationales, comme la conquête lunaire.

Dans quelle mesure la position de l'Union européenne lors de la 69e session du COPUOS révèle-t-elle les limites du droit spatial existant ?

Résumé exécutif

CONTEXTE



Le traité de 1967 ne contient aucune règle sur l'exploitation des ressources spatiales et la gestion du trafic orbital.

ENJEU



L'UE tente d'adapter le droit existant sans remettre en cause le cadre multilatéral dont elle est la principale défenseuse.

EVOLUTION



Sans normes contraignantes à UNISPACE IV en 2027, l'UE pourrait être marginalisée face aux initiatives américaine et sino-russe déjà présente pour la gouvernance lunaire.

POSITION CENTRALE

Durant la session du COPUOS, l'UE tente de défendre à la fois le traité de 1967 et la nécessité de créer de nouvelles règles pour combler ses lacunes. De plus, les positions européennes exposent les limites structurelles du droit spatial, montrant que la gouvernance internationale tend à se fragmenter à ce niveau.



1. Introduction

Réunie à Vienne du 10 au 18 juin 2026, la 69e session du COPUOS (Committee On the Peaceful Uses of Outer Space), se déroule dans un contexte de compétition spatiale croissante, marqué par les programmes lunaires et l'essor des acteurs privés. Créé pour encadrer l'utilisation pacifique de l'espace, le COPUOS est confronté aux limites du droit spatial international, fondé sur le Traité de l'espace de 1967, qui ne prévoyait ni l'exploitation commerciale des ressources spatiales ni le rôle croissant des entreprises privées. Dans ce contexte, l'Union européenne défend le cadre multilatéral existant tout en appelant à son adaptation, mettant ainsi en lumière les limites du droit spatial contemporain.

2. ANALYSE DE LA SITUATION

L'UE au COPUOS : quelle stratégie juridique ?

La déclaration de l'Union européenne du 10 juin 2026 (1) met en évidence une première limite du droit spatial actuel. Le Traité de l'espace de 1967 ne règle pas explicitement l'exploitation des ressources spatiales ni la gestion du trafic orbital. Sans remettre en cause ce traité, l'UE appelle à développer de nouveaux outils juridiques afin de compléter le cadre existant, jugé insuffisant face aux activités spatiales contemporaines. L'UE privilégie ainsi une approche progressive fondée sur des groupes de travail et de nouvelles normes. Elle soutient notamment le Groupe de travail sur la durabilité à long terme des activités spatiales (LTS), chargé de mettre en œuvre les 21 lignes directrices adoptées en 2019, ainsi que le Groupe d'experts sur la connaissance de l'environnement spatial (Space Situational Awareness). Elle encourage également l'élaboration d'un cadre de gestion du trafic spatial.

Cette stratégie révèle toutefois une deuxième faiblesse du droit spatial international : la difficulté à adopter des règles contraignantes. Les instruments soutenus par l'UE reposent essentiellement sur des recommandations et des bonnes pratiques, sans caractère obligatoire. Les instruments défendus par l'UE relèvent principalement de la *soft law*, car les décisions du COPUOS sont prises par consensus, souvent freiné par les rivalités entre les grandes puissances. Les 21 lignes ont ainsi nécessité neuf années de négociations car un consensus entre la Russie, les Etats-Unis et la Chine était difficile. Parallèlement, des initiatives comme les Accords Artemis développent progressivement leurs propres règles de gouvernance spatiale, en dehors du cadre onusien.

Enfin, la position de l'UE met en lumière une troisième limite : l'absence de mécanismes de sanction. En dénonçant certaines activités russes et nord-coréennes dans l'espace, l'UE rappelle que le traité de 1967 ne prévoit aucune sanction. Malgré l'agression russe contre l'Ukraine ayant perturbé des satellites civils européens, le COPUOS ne dispose d'aucun outil pour contraindre la Russie à respecter ses obligations.

Info clé :

La **soft law** : ce sont des instruments juridiques non contraignants comme les 21 lignes directrices et les recommandations. Elles n'imposent aucune obligation juridique aux États mais orientent les comportements. À l'inverse, le traité de 1967 relève du **hard law**.



3. EVOLUTION DE LA SITUATION

La stratégie européenne face au rendez-vous de 2027

À l'approche d'UNISPACE IV en 2027, l'Union européenne cherche à renforcer la gouvernance spatiale internationale en soutenant l'élaboration de nouvelles règles sur la gestion du trafic spatial ainsi que sur l'exploitation des ressources spatiales. En effet, UNISPACE désigne une série de conférences organisées par les Nations unies sur l'exploration de l'espace. Lors de ces conférences, les États se réunissent pour définir les orientations de la gouvernance spatiale internationale. En 2027, la conférence pourrait constituer une étape importante pour adapter le droit spatial aux réalités du XXI^e siècle.

Toutefois, les tensions géopolitiques et les difficultés à obtenir un consensus au sein du COPUOS risquent de limiter ces avancées. Si aucun progrès concret n'est réalisé d'ici 2027, l'influence du cadre onusien pourrait progressivement s'affaiblir. Face à la lenteur des négociations multilatérales, les grandes puissances spatiales pourraient privilégier des accords conclus hors du cadre onusien afin de définir plus rapidement leurs propres règles de gouvernance. Les Accords Artemis, portés par les États-Unis et déjà signés par de nombreux États, ou encore le développement de projets lunaires sino-russes, illustrent cette tendance. À terme, ces initiatives pourraient jouer un rôle plus important que le COPUOS dans l'élaboration des normes spatiales, au risque de fragmenter la gouvernance internationale de l'espace.

RÉFÉRENCES

- [1] EEAS, *EU Statement at the General Exchange of Views of the 69th session of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space*, 10 juin 2026
- [2] UNOOSA, NATIONS UNIES BUREAU DES AFFAIRES SPATIALES, *Lignes directrices du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales.*
- [3] Nations Unies, Assemblée générale, *Ordre du jour provisoire de la 69e session, comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique*, le 8 mai 2026.
- [4] EEAS, *EU statement at COPUOS69 on ways and means of maintaining outer space for peaceful purpose*, 11 juin 2026



The European Union's legal position during the 69th session of COPUOS

VOURIOT Louise

CEDIRE - Intern

Direction Assistant

coordination.cedire@fdnu.fr



Meeting in Vienna from 10 to 18 June 2026, the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (COPUOS) seeks to modernize the legal framework governing outer space, largely based on the 1967 Outer Space Treaty, to address emerging international challenges, including lunar exploration and resource utilization.

To what extent does the European Union's position during the 69th session of COPUOS reveal the limitations of the existing international space law framework?

Executive summary

CONTEXT



The 1967 Outer Space Treaty contains no specific provisions governing the exploitation of space resources or the management of orbital traffic.

STAKE



The European Union seeks to adapt the existing legal framework without undermining the multilateral system, of which it remains one of the strongest advocates.

EVOLUTION



Without binding rules adopted at UNISPACE IV in 2027, the EU could be marginalized by the already established U.S. and Sino-Russian initiatives shaping lunar governance.

CENTRAL POSITION

During the 69th session of COPUOS, the European Union seeks to uphold the 1967 Outer Space Treaty while promoting new legal rules to address its shortcomings, highlighting both the limits of current space law and the growing fragmentation of global space governance.



1. Introduction

Held in Vienna from 10 to 18 June 2026, the 69th session of COPUOS, (Committee On the Peaceful Uses of Outer Space) took place in a context of growing space competition, marked by the expansion of lunar programmes and the rise of private actors. Established to promote the peaceful use of outer space, COPUOS is now confronted with the limitations of international space law, based on the 1967 Outer Space Treaty, which did not anticipate the commercial exploitation of space resources or the growing role of private companies. In this context, the European Union supports the existing multilateral framework while calling for its adaptation, thereby highlighting the limitations of contemporary international space law.

2. SITUATION ANALYSIS

The EU at COPUOS: What Legal Strategy?

The European Union's statement of 10 June 2026 (1) highlights a first limitation of the current international space law framework. The 1967 Outer Space Treaty does not explicitly regulate the exploitation of space resources or the management of orbital traffic. Without challenging the Treaty itself, the EU calls for the development of new legal instruments to complement the existing framework, which is considered inadequate for addressing contemporary space activities.

The EU therefore adopts a gradual approach based on the development of new standards and working groups. It supports the Working Group on the Long-term Sustainability of Outer Space Activities (LTS), responsible for implementing the 21 Guidelines adopted in 2019, as well as the Expert Group on Space Situational Awareness. It also promotes the development of a framework for space traffic management.

However, this strategy reveals a second weakness of international space law: the difficulty of adopting legally binding rules. The instruments supported by the EU mainly rely on soft law, as COPUOS decisions are adopted by consensus, which is often hindered by geopolitical rivalries among major powers. As a result, the adoption of the 21 Guidelines required nine years of negotiations, because reaching consensus among Russia, the United States and China proved difficult. At the same time, initiatives such as the Artemis Accords are gradually developing their own rules for space governance outside the United Nations framework.

Finally, the EU's position highlights a third limitation: the absence of effective enforcement mechanisms. By condemning certain Russian and North Korean activities in outer space, the EU recalls that the 1967 Outer Space Treaty provides no genuine enforcement mechanism. Despite Russia's aggression against Ukraine, which disrupted European civilian satellite operations, COPUOS has no means of compelling Russia to comply with its obligations.

Key concept :

Soft law refers to non-binding legal instruments, such as the 21 LTS Guidelines and COPUOS recommendations. They do not create legal obligations for States but guide their conduct. By contrast, the 1967 Outer Space Treaty is hard law, as it establishes binding legal obligations.



3. EVOLUTION OF THE SITUATION

The European Strategy Ahead of UNISPACE IV (2027)

As UNISPACE IV approaches in 2027, the European Union is seeking to strengthen international space governance by supporting the development of new legal frameworks for Space Traffic Management (STM) and the exploitation of space resources. UNISPACE refers to the series of United Nations conferences dedicated to the exploration and peaceful uses of outer space. These conferences bring together States to define the future direction of international space governance. The 2027 conference could therefore represent a major opportunity to adapt international space law to the realities of the twenty-first century.

However, persistent geopolitical tensions and the difficulty of reaching consensus within COPUOS are likely to constrain these efforts. If no significant progress is achieved by 2027, the influence of the United Nations framework could gradually weaken. Faced with the slow pace of multilateral negotiations, the major space powers may increasingly rely on agreements concluded outside the UN system in order to establish their own governance rules more rapidly. The Artemis Accords, led by the United States and already endorsed by numerous countries, as well as the development of Sino-Russian lunar initiatives, illustrate this trend.

In the longer term, such initiatives could play a more significant role than COPUOS in shaping international space norms, increasing the risk of a fragmented system of global space governance.

RÉFÉRENCES

- [1] EEAS, EU Statement at the General Exchange of Views of the 69th session of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, 10 juin 2026
- [2] UNOOSA, NATIONS UNIES BUREAU DES AFFAIRES SPATIALES, Lignes directrices du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales,
- [3] Nations Unies, Assemblée générale, Ordre du jour provisoire de la 69e session, comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le 8 mai 2026.
- [4] EEAS, EU statement at COPUOS69 on ways and means of maintaining outer space for peaceful purpose, 11 juin 2026

